

La souveraineté dans la Russie de Vladimir Poutine

Bernard Chappedelaine

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2022/3 Automne**, PAGES 117 À 127
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037304803

DOI 10.3917/pe.223.0117

Date de mise en ligne : 14/09/2022

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2022-3-page-117?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

La souveraineté dans la Russie de Vladimir Poutine

Par **Bernard Chappedelaine**

Bernard Chappedelaine, ancien conseiller des Affaires étrangères, a notamment été en poste à Moscou.

Les usages multiples et contradictoires du concept de souveraineté, qui, au-delà de son contenu politico-juridique, a acquis une dimension civilisationnelle de plus en plus prononcée, sont emblématiques de la radicalisation du régime de Vladimir Poutine et de son révisionnisme. Le président russe divise le monde entre États souverains et colonies. Il accuse l'Occident d'expansionnisme et laisse clairement entendre que les frontières de la Russie pourraient s'étendre.

politique étrangère

Le régime de Vladimir Poutine s'est construit en opposition aux « terribles années 1990 », avec pour objectif de faire de cette décennie le symbole du chaos et de l'abaissement de la Russie¹. Dès sa nomination au poste de Premier ministre à l'été 1999, il se présente comme celui qui entend restaurer la souveraineté de l'État en mettant au pas les féodalités (oligarques) et les régions (« verticale du pouvoir »), tout en rétablissant le statut international du pays. La seconde guerre de Tchétchénie, déclenchée à l'automne 1999 dans des conditions toujours non élucidées, est l'acte par lequel Poutine réimpose, par une campagne meurtrière, l'autorité de Moscou sur la république sécessionniste. Il bénéficie ainsi d'une popularité subite qui lui assure la victoire lors de l'élection présidentielle de 2000. La « souveraineté » n'est cependant pas mentionnée dans la tribune² de fin 1999, dans laquelle le candidat à la succession de Boris Eltsine présente son projet pour la Russie, plaidant pour un « État fort », se félicitant que les Russes aient commencé à adhérer aux « valeurs

1. O. Malinova, « Framing the Collective Memory of the 1990s as a Legitimation Tool for Putin's Regime », *Problems of Post-Communism*, vol. 68, n° 5, 2021, p. 429-441.

2. V. Poutine, « La Russie à l'aube du millénaire » (en russe), *Nezavisimaya Gazeta*, 30 décembre 1999, disponible sur : www.ng.ru.

humaines supranationales universelles » et exposant le « défi idéologique, spirituel et moral » auquel son pays est confronté.

L'évolution du concept de « souveraineté » illustre la transformation progressive du système russe depuis deux décennies³. La première doctrine de politique étrangère, signée en juin 2000 par le président nouvellement élu, mentionne « la protection et le renforcement de la souveraineté et de l'intégrité territoriale ». Est évoquée la souveraineté économique du pays et sont condamnées les interventions humanitaires en l'absence de mandat des Nations unies. Cette question de la souveraineté revêt une dimension nouvelle avec la tragédie de Beslan (plus de 300 morts lors d'une prise d'otage dans une école) en septembre 2004 et les premières « révolutions de couleur ». « La Russie décidera elle-même de la manière dont elle mettra en œuvre les principes de liberté et de démocratie, en prenant en compte ses spécificités historiques, géopolitiques et autres. État souverain, la Russie peut et va établir elle-même le calendrier et les conditions », déclare en 2005 Vladimir Poutine dans son adresse annuelle à l'Assemblée fédérale⁴.

Le projet de « démocratie souveraine » de Vladislav Sourkov

En mai 2005, Vladislav Sourkov, conseiller du président, évoque la nécessité pour la Russie, toujours en quête d'une identité nationale, de « nationaliser ses élites » et de mettre en place une « démocratie souveraine ». La réflexion du chef adjoint de l'administration présidentielle est influencée par Carl Schmitt. Le juriste allemand bénéficie d'une grande aura dans les milieux intellectuels russes⁵, qui partagent ses craintes sur le délitement de l'État, le déclin de la vie spirituelle, la montée de l'individualisme et du libéralisme, ainsi que son attrait pour un leader fort⁶. Alors que les dirigeants russes redoutent une déstabilisation et une contagion des « révolutions de couleur » qui se succèdent dans l'espace post-soviétique, le concept de « démocratie souveraine », développé dans les années 2006-2007, constitue une tentative de concilier la priorité donnée par Vladimir Poutine à la souveraineté de la Russie et l'adhésion aux normes démocratiques européennes. D'après Vladislav Sourkov, le système politique doit s'inscrire dans l'histoire et la culture russes, s'incarner

3. T. Kastoueva-Jean, « La Souveraineté nationale dans la vision russe », *Revue Défense Nationale*, mars 2022, p. 26-31.

4. « Annual Address to the Federal Assembly of the Russian Federation », Kremlin, 25 avril 2005, disponible sur : www.en.kremlin.ru.

5. D. G. Lewis, *Russia's New Authoritarianism: Putin and the Politics of Order*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2020.

6. B. Kurylo, « Russia and Carl Schmitt: The Hybridity of Resistance in the Globalised World », *Palgrave Commun*, 2016, disponible sur : www.nature.com.

dans un pouvoir centralisé, privilégiant l'intérêt collectif par rapport aux libertés individuelles, et dans une personnalité forte, garante de la souveraineté de l'État face aux menaces intérieures et extérieures.

La Russie doit ainsi suivre sa voie propre et défendre ses frontières sans se transformer en « État-forteresse », qui s'isolerait de l'économie mondiale et des flux financiers internationaux. Construire un « rideau de fer », selon Sourkov, mènerait à « la stagnation et à la désintégration »⁷. Dans un entretien accordé en 2005 au *Spiegel*, il précise : « Les temps romantiques sont révolus. Nous n'avons plus le sentiment d'être entourés d'ennemis, mais de concurrents », tout en admettant que « cela rend les choses plus difficiles. Si c'est un ennemi, vous pouvez mourir héroïquement au combat [...] Perdre une compétition cela signifie seulement que vous êtes le perdant »⁸. Il plaide pour une attitude pragmatique et différenciée envers les Européens : si certains se montrent hostiles, d'autres sont ouverts à un partenariat avec la Russie⁹. Le concept de « démocratie souveraine » n'a cependant jamais été vraiment endossé par le président russe et, comme l'indique le slogan de campagne de Dmitri Medvedev (« En avant, la Russie ! »), qui lui succède en 2008, celui-ci adopte une attitude moins défensive que son prédécesseur, avec un programme surtout axé sur la modernisation technologique du pays.

La Russie doit défendre ses frontières sans se transformer en « État-forteresse »

Le terme de souveraineté ne figure pas dans l'intervention que prononce le président russe à Munich le 10 février 2007, mais la dénonciation d'un monde unipolaire dominé par les États-Unis en est le *leitmotiv*. « Personne ne peut se sentir en sécurité », répète-t-il. Ce modèle unipolaire n'est pas viable, non seulement parce que les Occidentaux ne disposent plus des ressources suffisantes, mais aussi et surtout parce qu'il ne peut servir de « fondement moral » à la civilisation contemporaine. Quelques semaines plus tard, avant de passer la main à Dmitri Medvedev, Vladimir Poutine délivrait le 26 avril 2007 sa dernière intervention devant l'Assemblée fédérale, qui peut apparaître comme un testament provisoire. Il y mettait en exergue « l'unité spirituelle du peuple et les valeurs morales », qui sont aussi « importantes comme facteur de développement

7. Cité dans G. Sharafutdinova, *The Red Mirror: Putin's Leadership and Russia's Insecure Identity*, Oxford, Oxford University Press, 2020, p. 144.

8. « Interview with Kremlin Boss Vladislav Surkov "The West Doesn't Have to Love Us" », *Spiegel International*, 20 juin 2005, disponible sur : www.spiegel.de.

9. V. Sourkov, « La Nationalisation de l'avenir » (en russe), *Expert*, 20 novembre 2006, disponible sur : <https://expert.ru>.

que la stabilité politique et économique »¹⁰. « Le respect de notre langue maternelle, de nos valeurs culturelles uniques, de la mémoire de nos ancêtres et de chaque page de notre histoire » est indispensable pour « atteindre nos objectifs », affirmait le président russe, qui estimait que ce « trésor national » constitue le « fondement du renforcement de l'unité et de la souveraineté de notre pays ». Vladimir Poutine se référait ainsi à l'historien Dmitri Likhatchov, pour qui « la souveraineté de l'État se définit aussi par un critère culturel ». Peu après, devant la réunion annuelle du club Valdaï, il note : « Peu de pays dans le monde d'aujourd'hui peuvent se dire souverains. Vous pouvez les compter sur les doigts : Chine, Inde, Russie et quelques autres pays [...]. La souveraineté est quelque chose de très précieux aujourd'hui, on pourrait même dire exclusif¹¹ ».

La dimension civilisationnelle de la notion de souveraineté

À son retour au Kremlin en 2012, Vladimir Poutine souligne devant l'Assemblée fédérale que ce qui décidera des vainqueurs et des *outsiders* de la compétition mondiale, « ce n'est pas seulement le potentiel économique, c'est avant tout la volonté de chaque nation, son énergie intérieure, sa "passionarité", sa capacité à aller de l'avant et à évoluer¹² ». En décembre 2014, quelques mois après l'annexion de la Crimée, il précise sa vision de la Russie comme État souverain « véritable », différent de « certains pays européens qui, depuis longtemps, ont perdu la notion de la fierté nationale et voient la souveraineté comme un luxe, alors que, pour la Russie, la souveraineté véritable est absolument nécessaire à sa survie¹³ ». Poutine se déclare confiant dans la capacité de la Russie à « atteindre tous ses objectifs », parce qu'elle se fonde sur « l'indivisibilité et l'intégrité » de son histoire et sur la « force spirituelle unificatrice » que représente l'orthodoxie. Sans cette énergie intérieure, qui confère la « véritable souveraineté », la Russie « se dissoudrait totalement et perdrait son identité ».

Par rapport à la version de 2009, la doctrine de sécurité nationale adoptée en 2015 fait une place de choix à la « souveraineté culturelle », à la défense de la culture « traditionnelle » et à l'affirmation des valeurs morales et spirituelles russes, afin de protéger la souveraineté de l'État.

10. « Annual Address to the Federal Assembly », Kremlin, 26 avril 2007, disponible sur : www.en.kremlin.ru.

11. « Meeting with Members of the Valdai International Discussion Club », Kremlin, 14 septembre 2007, disponible sur : <http://en.kremlin.ru>.

12. « Address to the Federal Assembly », Kremlin, 12 décembre 2012, disponible sur : <http://en.kremlin.ru>.

13. « Presidential Address to the Federal Assembly », Kremlin, 4 décembre 2014, disponible sur : <http://en.kremlin.ru>.

Si la Russie est devenue une grande puissance, elle le doit aussi à ce que Poutine qualifie en 2017 de « réacteur nucléaire interne à notre peuple » : la « passionarité », cette énergie bio-cosmique évoquée par Lev Goumilev, à qui se réfère explicitement le président russe¹⁴. Comme le note Roland Paris, plus qu'une signification juridique et politique, la souveraineté, dans l'esprit de Vladimir Poutine, revêt un contenu civilisationnel, c'est « l'énergie intérieure d'un peuple uni par des valeurs, des croyances et une histoire communes¹⁵ ».

S'inspirant des travaux de Michel Foucault et de Giorgio Agamben, les sociologues russes Andrey Makarychev et Sergueï Medvedev analysent¹⁶ le tournant du troisième mandat de Poutine au Kremlin à travers le concept de biopolitique (dont la paternité revient à Carl Schmitt). Le projet de « démocratie souveraine » fait place à une biopolitique qui se traduit par une extension de l'intervention de l'État dans la vie privée des citoyens, et aboutit à une rupture avec les normes internationales en matière de protection des droits de l'homme. Après les manifestations massives des années 2011-2012, la stratégie mise en œuvre vise à un contrôle social renforcé en matière de politique familiale, d'adoption (la loi Dima Iakovlev interdit l'adoption d'orphelins russes aux États-Unis), d'homosexualité et de défense des valeurs religieuses (condamnation des Pussy Riot). Une autre composante de cette biopolitique est la représentation médiatique du corps de Poutine lui-même, mis en scène dans diverses situations (à cheval, à la pêche, en plongée, sur le tatami, etc.), révélatrice du culte de la virilité promu par le régime. Le retour aux « valeurs traditionnelles », relayé par une religion orthodoxe qui bénéficie de l'appui du Kremlin, permet également à Moscou de se démarquer d'un Occident présenté comme décadent, tout en se rapprochant des milieux conservateurs européens et américains.

Évolution du concept de souveraineté et radicalisation du régime russe

La réforme constitutionnelle de 2020¹⁷ fait de la Fédération de Russie « l'État continuateur de l'URSS », unie par une « histoire millénaire conservant la mémoire des ancêtres qui nous ont transmis leurs idéaux et

14. « National Open Lesson Russia Focused on the Future », Kremlin, 1^{er} septembre 2017, disponible sur : <http://www.kremlin.ru>.

15. R. Paris, « Putin Has Been Redefining "Sovereignty" in Dangerous Ways », *The Washington Post*, 3 mars 2022, disponible sur : www.washingtonpost.com.

16. A. Makarychev et S. Medvedev, « Biopolitics and Power in Putin's Russia », *Problems of Post-Communism*, vol. 62, n° 1, 2015.

17. « Nouveau texte de la constitution de la Fédération de Russie avec les amendements 2020 » (en russe), Douma d'État, 3 juillet 2020, disponible sur : <http://duma.gov.ru>.

la foi en Dieu, ainsi que la continuité du développement de l'État russe ». La Russie « honore la mémoire des défenseurs de la Patrie, assure la protection de la vérité historique » (art. 67.1), le pays « aide les compatriotes vivant à l'étranger à exercer leurs droits, à assurer la protection de leurs intérêts et à préserver leur identité culturelle russe » (art. 69). Les dirigeants des organes fédéraux, les membres du gouvernement, les plus hauts responsables des sujets de la Fédération et les députés de la Douma ne peuvent détenir la nationalité d'un autre État, un permis de résidence à l'étranger ou de l'argent dans une banque étrangère hors de Russie (art. 77, 78, 97 et 110). S'agissant des candidats à la présidence, ils doivent en outre « résider en permanence en Russie depuis au moins 25 ans » (art. 81). Les décisions d'institutions interétatiques, comme la Cour européenne des droits de l'homme, prises sur la base d'une « interprétation contraire à la constitution », ne sont pas exécutées en Russie (art. 79). La doctrine de sécurité nationale, révisée en 2021, mentionne¹⁸ la souveraineté économique et informationnelle ; elle consacre également de longs développements à la défense de la « souveraineté culturelle » contre des valeurs et idéaux jugés étrangers à la culture et à l'histoire russes (paragraphe 85, 86 et 90).

« La pandémie de coronavirus a clairement montré que l'ordre international est structuré autour des États-nations », observe Vladimir Poutine en octobre 2021, lors de la réunion annuelle du club Valdai¹⁹. « Seuls des États souverains sont effectivement en mesure de répondre aux défis de notre temps et aux attentes des citoyens. Tout ordre international efficace devrait prendre en compte les intérêts et les capacités de l'État [...]. Il est impossible d'imposer les principes d'un système socio-politique ou des valeurs que l'on tient pour universelles [...]. La seule valeur universelle, c'est la vie humaine. » Toute tentative d'imposer des valeurs exogènes ne peut qu'avoir un « résultat imprévisible » et « compliquer une situation dramatique ». Elle s'avère généralement contre-productive, avertit le président russe. Mettant en exergue l'importance croissante de la morale et des valeurs, produits d'une histoire spécifique dans un « monde de plus en plus fragile », il se réfère de nouveau à Lev Goumilev et compare les peuples à des organismes vivants, dotés d'une énergie et d'une volonté intérieures, qui « atteignent le pic de leur développement puis vieillissent lentement ». Certains pays, malgré leurs problèmes, ressemblent à des « volcans en éruption » et d'autres à des volcans éteints,

18. « La stratégie de sécurité nationale de la Fédération de Russie (2021) » (en russe), Garant.ru, 2 juillet 2021, disponible sur : <https://base.garant.ru>.

19. « Valdai Discussion Club Meeting », Kremlin, 21 octobre 2021, disponible sur : www.en.kremlin.ru.

dont la lave a disparu depuis longtemps et où « on n'entend plus que les oiseaux », explique le président russe.

L'invasion de l'Ukraine, le 24 février 2022, s'accompagne d'une radicalisation du discours de Vladimir Poutine. Ce dernier la justifie par les « visées géopolitiques hostiles » d'un « Occident collectif », qui ne veut pas d'une « Russie forte et souveraine, qui ne nous pardonne pas notre politique indépendante et la défense de nos intérêts nationaux »²⁰. Accusés d'avoir soutenu « le séparatisme et le terrorisme » dans le nord du Caucase au cours des années 1990, les Occidentaux se voient aussi reprocher de vouloir faire de la Russie « un pays faible et dépendant », de chercher à « détruire son intégrité territoriale » et à la « démembrer ». Pour parvenir à leurs fins, ils ont recours, selon le président russe, « à une cinquième colonne, à des nationaux traîtres qui gagnent de l'argent dans notre pays mais vivent là-bas, non pas au sens géographique du terme, mais dans leur tête, dans leur mentalité servile ».

L'invasion de l'Ukraine s'accompagne d'une radicalisation du discours

Vladimir Poutine n'hésite pas à puiser dans le langage des années 1930, recourant à la métaphore du corps social contre ces « traîtres » qui « pensent appartenir à une caste supérieure, à une race supérieure ». « Toute nation, et *a fortiori* le peuple russe », poursuit-il « sera toujours en mesure de reconnaître la racaille et les traîtres, de les recracher comme on recrache un moucheron avalé par mégarde. Je suis convaincu qu'un processus d'auto-purification, naturel et nécessaire, de la société va renforcer notre pays, notre solidarité, notre cohésion et notre capacité à répondre à tout défi ». Toujours d'après lui, beaucoup de pays, « y compris malheureusement en Europe », se sont habitués à vivre « en courbant l'échine » ; la Russie quant à elle ne se retrouvera jamais dans une telle situation : « nous menons le combat pour notre souveraineté, l'avenir de notre pays et nos enfants ».

Une conception hiérarchique de l'ordre international

Défenseur sourcilieux de la souveraineté de la Russie, le président russe s'en fait aussi l'avocat au plan international et ne manque pas de dénoncer à chaque occasion l'interventionnisme occidental (Serbie/Kosovo, Irak,

20. « Meeting on Socioeconomic Support for Regions », Kremlin, 16 mars 2022, disponible sur : <http://en.kremlin.ru>.

Libye, Syrie). Il défend cependant une conception différenciée de ce principe, exposée²¹ une nouvelle fois sans ambiguïté le 9 juin 2022. « Le monde change vite et, pour pouvoir revendiquer un leadership, un pays, un peuple ou un groupe ethnique doit être en mesure de garantir sa souveraineté. Il n'y a pas d'entre-deux, pas d'état intermédiaire : soit un pays est souverain, soit c'est une colonie, peu importe son nom. [...] Je ne vais pas donner d'exemple pour ne froisser personne, mais un pays ou un groupe de pays incapable de prendre des décisions souveraines est déjà une colonie d'une certaine manière. Mais une colonie n'a pas de perspectives historiques, pas de chance de survie dans cette difficile bataille géopolitique. » Vladimir Poutine distingue dès lors quatre composantes de la souveraineté – politico-militaire, économique, technologique et sociétale – liées entre elles. Les deux dernières dimensions ont une « importance critique », en particulier « la capacité de la société à se rassembler pour surmonter les défis de la nation, à respecter l'histoire, la culture et la langue et toutes les communautés qui vivent sur le même territoire ». « La consolidation de la société est l'une des conditions fondamentales de la croissance », souligne le président russe.

La souveraineté s'avère cependant un concept à géométrie variable. Hors de son pré carré, Moscou se fait l'avocat du modèle westphalien, fondé sur le principe d'égalité des États ; mais sa conception du rapport avec les États issus de l'URSS est fort différente, évocatrice à certains égards des relations qui existaient aux temps soviétiques entre quinze républiques qui, formellement, disposaient du droit de quitter l'Union et

La Russie poutinienne n'a pas renoncé à son attitude impériale

même, pour deux d'entre elles (Ukraine et Biélorussie), d'un siège aux Nations unies. L'explication de ce traitement différencié est d'abord d'ordre interne. La Russie poutinienne n'a pas renoncé à son attitude impériale. Elle est préoccupée des risques de contagion des « révolutions de couleur », qui ont touché plusieurs pays – Géorgie (2003), Ukraine (2004) et Kirghizstan (2005) –, révolutions attribuées par Moscou non à des processus internes mais à des ingérences occidentales. L'intransigeance manifestée sur le respect de la souveraineté est donc aussi l'expression de l'inquiétude du Kremlin quant à une possible déstabilisation interne de la Russie. Paradoxalement, la volonté de maintenir coûte que coûte le *statu quo* interne a pour conséquence de faire de la Russie une puissance interventionniste dans son « étranger proche ». C'est au nom de la protection de ses compatriotes à l'étranger, menacés d'un soi-disant génocide, que

21. « Meeting with Young Entrepreneurs, Engineers and Scientists », Kremlin, 9 juin 2022, disponible sur : <http://en.kremlin.ru>.

les troupes russes sont entrées en 2008 en Géorgie (Ossétie du Sud, Abkhazie), puis en Ukraine en 2014 et en 2022 (Crimée, Donbass).

Sur le plan international comme sur le plan interne, observe Stefan Auer²², le comportement du Kremlin, particulièrement après 2008, peut se lire à travers les concepts clés de Carl Schmitt. La décision d'annexer la Crimée met en œuvre une des idées majeures du juriste allemand : « Est souverain celui qui décide de la situation exceptionnelle ». Le mépris des règles et des normes dont fait preuve Vladimir Poutine, en Russie et hors de ses frontières, constitue un exemple du « décisionnisme » théorisé par le penseur allemand. La confrontation avec l'Occident a été un facteur de consolidation de la Russie poutinienne – illustration de la distinction ami/ennemi comme fondement du politique. Le refus d'un « monde unipolaire » dominé par les États-Unis n'est pas sans rappeler le plaidoyer de Carl Schmitt en faveur d'un pluriversum, tout comme le rejet des interventions humanitaires qui, pour le juriste de Plettenberg, recouvrent en fait l'intérêt égoïste des pays occidentaux. La notion schmittienne de « grands espaces » (*Großräume*), dominés chacun par une puissance hégémonique seule détentrice de la souveraineté, en capacité de faire régner l'ordre dans sa zone et d'en exclure les « puissances étrangères » (*raumfremde Mächte*), fait écho à la conception poutinienne des relations entre États de l'étranger proche et du « monde russe »²³.

Une nouvelle doctrine de souveraineté limitée dans l'espace post-soviétique

Dans son allocution télévisée²⁴ du 21 février 2022, dans laquelle il reconnaissait l'indépendance des républiques sécessionnistes du Donbass, Vladimir Poutine s'est livré à de longues digressions historiques sur la politique des nationalités de l'État soviétique. Les idées de Lénine, fondées sur le principe d'autodétermination, impliquaient la mise en place d'une confédération, actée lors de la formation de l'URSS en 1922 puis dans la constitution de 1924, rappelle le président russe, qui conteste les accords conclus alors : « Pourquoi transférer à de nouvelles unités administratives – les républiques fédérées – de vastes territoires qui n'avaient aucun rapport avec elles ? Je répète que ces territoires ont été transférés avec une population historiquement russe ». « Était-il nécessaire, s'interroge-t-il, de faire ces généreux cadeaux qui allaient au-delà des

22. S. Auer, « Carl Schmitt in the Kremlin: The Ukraine Crisis and the Return of Geopolitics », *International Affairs*, vol. 91, n° 5, 2015, p. 953-968.

23. A. Wilson, « Inside the Russian Geopolitical Mind: Pseudo-Justifications Behind the War in Ukraine », Conseil européen des relations internationales, 4 mai 2022, disponible sur : <https://ecfr.eu>.

24. « Address by the President of the Russian Federation », Kremlin, 21 février 2022, disponible sur : <http://en.kremlin.ru>.

rêves les plus fous des nationalistes et, en outre, d'accorder aux républiques le droit de sécession de l'Union sans aucune condition ? » Jusqu'aux années 1980, ces dispositions sont demeurées formelles (« Dans la réalité, les républiques fédérées n'avaient aucun droit souverain »), mais le droit de sécession, véritable « bombe à retardement » posée lors de la fondation de l'URSS, est devenu l'enjeu de luttes de pouvoir au milieu des années 1980, les problèmes socio-économiques et sociaux étant aggravés par le « virus » nationaliste répandu par les élites locales et leurs « appétits croissants ». C'est Boris Eltsine qui déclarait en août 1990 à l'université de Kazan : « Prenez autant de souveraineté que vous pouvez en avaler ».

Cette expérience doit nous servir de leçon, met en garde le président russe²⁵. Elle montre que « la paralysie du pouvoir et de la volonté est la première étape qui conduit à la déchéance complète et à l'oubli ». Dans la décennie 1990 et au début des années 2000, la Russie s'est efforcée de nouer une « coopération honnête » avec l'Occident ; or celui-ci met à profit cette faiblesse pour « tenter de nous détruire », en apportant une aide au « séparatisme et aux gangs de mercenaires dans le sud de la Russie ».

La question de la souveraineté tient donc une place centrale dans l'argumentation développée par Vladimir Poutine pour justifier son agression de l'Ukraine. Dans son essai « On the Historical Unity of Russians and Ukrainians » publié en juillet 2021²⁶, il prétend que, dans le « projet anti-Russie » ourdi par les Occidentaux, « il n'y a de place ni pour une Ukraine souveraine, ni pour les forces politiques qui tentent de défendre sa véritable indépendance ». « Ceux qui aspirent à la domination globale ont désigné publiquement la Russie comme leur ennemi », renchérit Poutine le 24 février, qui accuse les Occidentaux d'avoir cherché à « détruire nos valeurs traditionnelles et à nous imposer leurs fausses valeurs ». Il s'agit d'une « question de vie ou de mort, qui concerne notre avenir en tant que nation. Cette menace réelle vise non seulement nos intérêts, mais l'existence même de notre État et sa souveraineté. C'est la ligne rouge dont nous avons parlé à de multiples occasions. Ils l'ont franchie », déclare-t-il au moment de l'entrée des forces russes en Ukraine.

Les justifications de l'« opération militaire spéciale » déclenchée en Ukraine sont de divers ordres²⁷. Historique tout d'abord : il s'agit de

25. « Address by the President of the Russian Federation », Kremlin, 24 février 2022, disponible sur : <http://en.kremlin.ru>.

26. V. Poutine, « On the Historical Unity of Russians and Ukrainians », Kremlin, 12 juillet 2021, disponible sur : <http://www.en.kremlin.ru>.

27. Angelika Nußberger analyse le comportement russe au regard du droit international dans « Tabubruch mit Ansage. Putins Krieg und das Recht », *Osteuropa*, vol. 1, n° 3, 2022, p. 51-64.

dénoncer l'arbitraire des frontières héritées de la période soviétique – en 2014, Vladimir Poutine évoquait l'image d'une Crimée donnée en cadeau à l'Ukraine par Nikita Khrouchtchev en 1954 tel un « sac de pommes de terre ». Sont également avancés des arguments de nature stratégique : l'Ukraine se transformait en une « anti-Russie hostile », prête à accueillir des forces de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord, « totalement contrôlée de l'extérieur ». Tout en affirmant que la Russie acceptait la nouvelle réalité post-soviétique et qu'elle « respecte et respectera la souveraineté » des États issus de l'ex-URSS, le président russe ajoute que son pays « ne peut se sentir en sécurité, se développer et exister face à une menace permanente provenant du territoire de l'Ukraine actuelle ».

L'argument de la souveraineté est ensuite retourné contre Kiev : « Le peuple ukrainien est-il conscient de la manière dont son pays est dirigé ? Réalisent-ils que leur pays n'a pas été transformé en un protectorat politique et économique mais qu'il a été réduit à une colonie avec un régime fantoche ? L'État a été privatisé ». Dans ces conditions, déclare le président russe, « l'Ukraine est en train de perdre sa souveraineté ». « Lors de la fondation de l'URSS et après 1945 », poursuit-il, « l'avis des peuples de l'actuelle Ukraine sur la manière dont ils voulaient bâtir leur vie n'a pas été sollicité [...]. Nous pensons que tous les peuples de l'Ukraine actuelle doivent pouvoir choisir librement » leur destin – un discours de nature à justifier de nouvelles amputations du territoire ukrainien. Cette argumentation, qui combine l'affirmation de sa propre souveraineté, la contestation de celle des États voisins et des revendications territoriales, pourrait s'appliquer à d'autres situations, ainsi que le suggère d'ailleurs Vladimir Poutine le 9 juin 2022. Le président russe laisse entendre²⁸ que, dans un monde divisé entre « États souverains » et « colonies », les frontières de son pays pourraient s'étendre.



Mots clés

Vladimir Poutine
Russie
Guerre en Ukraine
Souveraineté

28. « Il y a eu des moments, dans l'histoire de notre pays, où il a dû reculer, mais seulement pour aller de l'avant après avoir rassemblé ses forces », a déclaré Vladimir Poutine à l'occasion du 350^e anniversaire de la naissance de Pierre le Grand. Celui-ci « a mené la guerre du Nord pendant 21 ans. On pourrait avoir l'impression qu'en combattant la Suède, il lui avait arraché quelque chose. Il n'a rien arraché mais restitué [...]. Visiblement, il nous appartient aussi de restituer et de renforcer ». « Quand Pierre le Grand a fondé Saint-Petersbourg », a poursuivi Vladimir Poutine, « aucun État européen ne reconnaissait ce territoire comme russe, tous le considéraient comme suédois ». Disponible dans « Meeting with Young Entrepreneurs, Engineers and Scientists », Kremlin, *op. cit.*

